

les cultivateurs. Nous voulons que le ministre nous donne des réponses. Les cultivateurs veulent savoir exactement ce dont il parle, et pourquoi il ne respecte pas les stipulations de la loi sur les réserves provisoires de blé. Nous savons tous fort bien qu'il n'a pas fallu longtemps au ministre pour déboursier ces sept cents. Il a annoncé sa décision un jour, et le lendemain sa lettre à ce sujet était à la poste. Et il ose maintenant venir dire qu'il est prêt à risquer la prison pour défendre les intérêts des cultivateurs! Au moment où il faisait les versements, il s'est rendu compte que le prix du blé avait baissé de 20c. le boisseau comparé aux deux années précédentes. En fait, le 1<sup>er</sup> août l'allocation était inférieure de 3c. le boisseau.

Essayer de faire croire que nous, de ce côté-ci de la Chambre, nous jouons avec la politique alors que le gouvernement introduit ce genre de mesure c'est pour le moins une diffamation. Je suis certain que tous les députés de ce côté-ci de la Chambre se préoccupent de la situation réelle dans le monde agricole. Nous nous préoccupons également du besoin d'argent liquide de l'agriculteur. Nous, de ce côté, avons déployé tous nos efforts pour que ce plan de stabilisation soit fondé sur le revenu net. Le gouvernement ne veut absolument pas accepter ce genre de proposition. Le gouvernement sait très bien que depuis le début de toute la période d'après-guerre, les revenus nets des cultivateurs sont les plus bas jamais enregistrés.

Nous avons essayé d'amener le gouvernement à agir à l'égard des prix des machines agricoles. Ce soir, le ministre a dit qu'il consentirait à aller en prison pour la population agricole, pourtant il ne veut toutefois pas mener une enquête, en vertu de la loi relative aux enquêtes sur les coalitions, sur les prix des machines agricoles. Il sait que les agriculteurs se font complètement plumer. S'il est vrai que le gouvernement se préoccupe des agriculteurs et de l'économie agricole, en définitive il fera quelque chose.

J'ai dû me retenir pour ne pas rire lorsque le ministre a félicité les membres de son parti, qui venaient des provinces atlantiques et de la côte Ouest, de subir ce débat. Le ministre doit se rendre compte que l'économie agricole et l'économie de la pêche sont les deux plus importantes industries dans ce pays. Elles constituent l'ossature de l'économie canadienne. Le ministre n'est pas sans savoir que plus de 80% de la population sont touchés de façon directe ou indirecte, par ces deux industries. Il a remercié les députés venant d'autres parties du pays d'avoir enduré un débat au sujet des deux plus importantes industries du pays, l'agriculture et la pêche. Les députés de la région atlantique qui siègent de ce côté-ci de la Chambre ont pleinement conscience des problèmes de leur agriculture, qui sont très similaires à ceux qui affectent celle des provinces de l'Ouest.

Les députés sincères à l'égard de toute cette situation savent que les lois adoptées au Parlement doivent être respectées. C'est ma première session ici. Je n'ai jamais cru possible qu'un gouvernement vienne dire que, bien qu'une loi figure dans nos statuts, il lui est possible de la violer sans aucun risque. Comme l'a dit le député d'Hillsborough (M. Macquarrie), comment peut-on emprunter des raccourcis pour réaliser quelque chose?

[M. Skoberg]

Il faut verser immédiatement l'argent dû à nos cultivateurs. Il ne sert à rien de discuter avec le gouvernement. S'il est disposé à violer la loi, nos concitoyens devront lui faire savoir ce qu'ils en pensent à la prochaine élection. Ils lui diront ce qu'ils pensent de ces prétendus raccourcis. Le ministre se dit prêt à aller en prison pour avoir pris ce raccourci afin de venir en aide aux cultivateurs. C'est plus qu'une astuce politique mesquine. On devrait emprisonner ceux qui sont responsables de cette situation.

En lisant les bulletins du Syndicat du blé de la Saskatchewan et d'autres organismes, on découvre que notre agriculture vaut la peine d'être aidée. Le ministre nous a décrit ce qu'il a fait pour l'agriculture mais nous savons que le Canada est le seul pays exportateur de blé au monde tenu de subventionner le Trésor d'autres pays. Le ministre se vante de l'augmentation considérable de notre production agricole et de nos exportations mais nous sommes conscients d'une réticence. Nous avons perdu ces marchés à cause d'une réduction de nos ventes de faveur. Nous admettons que certaines ventes à crédit sont conclues mais après un certain laps de temps les frais en retomberont sur le syndicat. D'autres pays s'occupent de leur agriculture et apportent une certaine protection à leurs agriculteurs.

Ils estiment que l'agriculture est un actif pour leur pays. Mais pas notre gouvernement. Il agit comme il l'entend et prétend aider les producteurs. Il doit sûrement savoir qu'il se doit de se conformer à ces lois. Il doit sûrement se rendre compte que sa façon présente d'agir ne peut être considérée que comme une des pires choses qui puissent arriver à un pays. J'ai été étonné des propos du représentant de Joliette (M. La Salle). Il ne devait sûrement pas proposer d'abolir les lois actuelles. Dans ce cas, ce peut-être vraiment dangereux d'autoriser la première lecture de n'importe quel bill, car elle pourrait avoir des répercussions sur les lois actuelles et dans ce cas, sur diverses régions du pays.

**M. David MacDonald (Egmont):** Il n'est pas dans mes habitudes de député de l'Est du pays de traiter de questions relatives à l'agriculture de l'Ouest. Pour ce qui est de mon ami d'Hillsborough, non seulement n'a-t-il pas l'habitude de traiter de l'agriculture de l'Ouest, mais il ne représente pas ce que l'on considère normalement comme une circonscription agricole. Mais deux raisons m'incitent à prendre part à cet important débat: tout d'abord, je représente une circonscription agricole et je crois que les problèmes de l'agriculture de l'Ouest sont inséparables de ceux de l'agriculture dans le reste du pays.

C'est un fait évident que le gouvernement s'est montré incapable et a refusé de faire face aux véritables problèmes agricoles et qu'il continue dans bien des cas de recourir à ses plans et à ses programmes, qui n'ont rien à voir avec les exigences de l'agriculture. Il est grandement temps que les députés de tout le pays et de tous les partis à la Chambre disent ce qu'ils pensent là-dessus. L'état coût-prix et les difficultés qui assaillent l'agriculture dans l'Ouest peuvent tout aussi bien atteindre l'agriculture dans l'Est.

Je prends la parole ce soir, non parce que l'agriculture est touchée, mais bien parce qu'on met en jeu